

internationales. Le Canada a accepté cette responsabilité et, au fil des ans, a mis au point une politique globale de vente et d'exportation des matières et des techniques nucléaires. Aujourd'hui, nous devançons tous les autres pays dans ce domaine et nous sommes encouragés par les mesures que les autres pays prennent pour s'entendre à l'échelle planétaire. Il s'agit d'une tâche monumentale, et il subsiste des différences de perception tout à fait légitimes même entre les pays qui souscrivent entièrement aux principes de la non-prolifération. Le Canada a participé à l'élaboration de la position adoptée ici à Londres lors du récent sommet et souscrit donc entièrement à l'idée d'étudier toutes les ramifications de la technologie nucléaire et notamment des questions aussi litigieuses que le retraitement et l'évolution tendancielle vers ce que l'on appelle l'"économie de plutonium". En raison de l'actuelle crise du pétrole et du retentissement qu'elle a eu, il est devenu absolument nécessaire d'examiner toutes les options énergétiques. Pour ce qui est du nucléaire, le Canada estime que tout en demeurant un élément essentiel de la stratégie énergétique mondiale, son exploitation devrait être assujettie aux règlements internationaux les plus sévères possible et aux méthodes les plus sûres qui se puissent imaginer.

Le rôle que le Canada tient à l'occasion des discussions internationales nucléaires actuelles montre bien que la politique étrangère du Canada est formulée de façon à refléter ses intérêts et à exercer son influence dans le domaine où il a, à l'évidence, son mot à dire. Il en va de même à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer où le Canada est une cheville ouvrière et où, très souvent, nos intérêts nationaux cadrent parfaitement avec les objectifs planétaires. Tout naturellement, les Européens ont tendance à voir le Canada dans une perspective nord atlantique. Mais nous sommes également une puissance du Pacifique et, de plus en plus, nous resserons nos liens politiques et économiques avec le bassin du Pacifique et nous appuyons davantage des organisations comme l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Nous nous sommes également rapprochés de l'Amérique latine en accordant une aide aux pays plus démunis et en procédant à des échanges commerciaux avec les puissances en devenir.

L'engagement inébranlable du Canada aux principes de la démocratie n'est pas à démontrer. Cependant, nous estimons depuis longtemps que la meilleure façon de servir la cause de la paix et de la sécurité mondiales est de garder ouvertes et d'élargir les voies de communication avec ceux qui se réclament d'une idéologie politique différente, notamment l'Union soviétique, la République populaire de Chine et les autres pays communistes. Puisque, comme toutes les démocraties, il faut parfois s'inscrire en faux contre certaines de leurs pratiques, il vaut mieux le faire sans réserves, franchement, et sans détours. C'est donc dire que le Canada appuie à sa façon tous les efforts pour renforcer la détente et s'attache activement à libéraliser les échanges commerciaux avec le bloc soviétique et la Chine. On a déjà dit que la politique étrangère n'est que le prolongement à l'étranger des objectifs nationaux d'un pays. Bien qu'à bien des égards, ce soit là une simplification à outrance, il est vrai que la politique étrangère du Canada est un reflet des intérêts et des préoccupations de l'ensemble des Canadiens. Notre participation croissante aux affaires internationales